



EURODOM

L'Europe et les Départements français d'Outre-mer

INFORUP

Semaine du 26 au 30 juin 2017

INQUIETUDES QUANT A L'AVENIR DE LA POLITIQUE DE COHESION APRES LE 7EME FORUM DE LA COHESION ET LA PUBLICATION DU RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'AVENIR DU BUDGET DE L'UE :

Mardi 27 juin dernier se tenait le 7^{ème} Forum de la Cohésion, organisé à Bruxelles par la Commission européenne. A cette occasion, le commissaire au Budget, Günter Oettinger, a déclaré que le cadre financier pluriannuel post-2020 souffrira vraisemblablement d'un manque de 20 milliards d'euros par an par rapport à l'actuel budget. Il a toutefois mis en garde contre des coupes trop abruptes dans la politique de cohésion. Sur la question du prochain cadre financier, le commissaire a abordé plusieurs points. Tout d'abord, il compte remettre sur la table la question de la durée du prochain cadre financier pluriannuel. Le commissaire a aussi insisté sur la nécessité d'une réflexion sur la question des conditionnalités, qui permettent de geler les fonds structurels et d'investissements en cas de non-respect de certains principes. Par ailleurs, le mot « *glocal* » a été sûr de nombreuses lèvres pendant cet évènement, et a été cité notamment par le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, et la commissaire à la Politique régionale, Corina Crețu. La commissaire a donné les pistes à explorer sur la manière de faire face à la « *glocalisation* » : - inciter les réformes structurelles, mettre une seule et unique série de règles pour les fonds structurels et d'investissement ; - introduire un système axé sur les résultats et non sur le contrôle ; - permettre la différenciation en fonction des spécificités des régions ; - ou encore, améliorer la communication. A la suite ce forum, la Commission a adopté et présenté ce mercredi 28 juin son document de réflexion sur l'avenir du budget de l'UE, où elle présente plusieurs options qui passent par une diminution après 2020 des fonds consacrés aux politiques traditionnelles de l'UE, à savoir la politique agricole commune

(PAC) et la politique de cohésion. Ces coupes sont impératives pour financer les nouvelles priorités de l'UE, dont la défense, la sécurité, la lutte contre le terrorisme et la gestion des flux de migrants et de réfugiés. Pour M. Oettinger, il convient de réfléchir aux moyens de diversifier les sources de recettes. Mise à part la PAC, l'autre grand poste de dépenses pour l'Union, la politique de cohésion, est dans la ligne de mire de la Commission. L'institution n'hésite pas ainsi à mentionner la fin de la couverture intégrale du territoire européen ou encore le renforcement des conditionnalités d'attribution des fonds structurels et d'investissements en ajoutant le respect de l'État de droit. Le document mentionne également la mise sur pied d'un fonds unique d'investissement, l'augmentation des taux de cofinancement nationaux ou encore la « régionalisation » des recommandations pays par pays. Il soumet également l'idée de créer un nouveau fonds pour soutenir les réformes structurelles et prévoit la possible introduction de nouveaux critères dans l'attribution des enveloppes budgétaires. Le 11 juillet prochain, le groupe de haut niveau sur la simplification, piloté par l'ancien commissaire Siim Kallas, devrait présenter son rapport pour simplifier la politique de cohésion post-2020.

TTIP - MISE EN GARDE QUANT A LA REPRISE EVENTUELLE DES NÉGOCIATIONS : Tandis que l'UE reste dans l'attente d'une position de l'administration Trump sur les pourparlers TTIP, mis en pause depuis le dernier round de négociations au plan technique, en octobre 2016, l'eurodéputée autrichienne Karoline Graswander-Hainz (S&D) a plaidé pour une révision du mandat de négociation de la Commission en vue d'un accord qui protège les normes élevées de l'UE en matière de normes sociales et de travail, de protection des consommateurs et d'environnement. « Le TTIP n'a pu être conclu sous l'administration (de l'ex-président américain Barack) Obama et ce fut une bonne chose. Parce que l'accord aurait mis en danger la protection des consommateurs, les normes de l'UE en matière de droit du travail et de protection environnementale. En outre, les États-Unis n'avaient pas bougé sur l'accès au marché ni assuré la transparence suffisante lors des négociations. Par conséquent, les longues négociations étaient bloquées ... (La poursuite des négociations) n'est pas possible avec l'ancien mandat de négociation. Si nous voulons nous lancer dans de nouvelles négociations, c'est uniquement avec un mandat de négociation révisé. Nous pourrions éviter les erreurs du passé seulement de cette façon. Nous devons insister sur nos normes de sécurité des denrées alimentaires et sur le principe de précaution ainsi que sur le caractère exécutoire des droits du travail au moyen d'un chapitre sur le développement durable assorti d'un mécanisme de sanctions. Le Parlement européen ne consentira pas à un accord qui serait en

dessous du niveau de l'accord de libre-échange UE/Canada. Reprendre à nouveau les négociations avec l'ancien mandat est donc inutile », a-t-elle conclu. Le secrétaire américain au Commerce, Wilbur Ross, a affirmé que les États-Unis étaient ouverts à une reprise des négociations. « Il est judicieux de continuer les négociations sur le TTIP et de travailler à une solution qui augmente nos échanges de manière générale tout en réduisant notre déficit commercial. Ce n'est pas un hasard que nous nous soyons retirés du TPP (le Partenariat transpacifique), mais pas du TTIP », a-t-il ajouté.

A noter également que les négociations avec le Mexique se poursuivent. Un échange d'offres est prévu dans les prochains jours.

L'ACCORD DE LIBRE-ECHANGE ENTRE L'UE ET LE JAPON POURRAIT ÊTRE ANNONCE AU SOMMET DU G20 :

La commissaire européenne au Commerce, Cecilia Malmström, a dit espérer, lundi 26 juin, que l'UE et le Japon parviennent rapidement à conclure leurs négociations pour un accord de libre-échange, désormais dans une phase décisive. Les commissaires Cecilia Malmström et Phil Hogan sont en route pour Tokyo dans l'espoir de finaliser et boucler un accord politique avec le gouvernement nippon scellant les négociations de libre-échange. « *Nous sommes arrivés à un stade crucial des négociations et nous espérons aboutir très rapidement. Mon négociateur en chef est cette semaine à Tokyo et je lui donné instruction de rester aussi longtemps que nécessaire pour obtenir un accord* », a indiqué Mme Malmström devant la presse lundi. Selon elle, cet accord ambitieux entre l'UE et le Japon aidera à façonner la mondialisation conformément aux valeurs de l'Europe, misant sur le maintien, non négociable, de toutes les normes en matière de développement durable, de protection sociale et de protection des consommateurs. C'est un signal puissant que deux des plus grandes économies du monde sont prêtes à lutter contre le protectionnisme. « *Le contenu de l'accord est plus important que la rapidité [à le conclure]. Il est nécessaire que nous ayons conclu le maximum au niveau technique avant un accord politique. La date du sommet du G20 de Hambourg (les 7 et 8 juillet) a été mentionnée par les présidents du Conseil européen (Donald Tusk) et de la Commission (Jean-Claude Juncker) et par le Premier ministre nippon, Shinzo Abe, comme une opportunité pour annoncer un accord.* », a-t-elle précisé.

AGENDA DE LA SEMAINE DU 3 AU 7 JUILLET 2017

	PARLEMENT EUROPEEN	COMMISSION EUROPEENNE	AUTRES ORGANES EUROPEENS	AUTRES ÉVÉNEMENTS
Lundi 03/07	SESSION PLENIERE			
Mardi 27/06	SESSION PLENIERE			
Mercredi 28/06	SESSION PLENIERE			
Jeudi 29/06				
Vendredi 30/06				